

séquence, ils réclament la réouverture des négociations avec le gouvernement central...

Maintenant, toutes les portes sont fermées.

Je me souviens que l'an dernier, certains cultivateurs pouvaient encore discuter de quotas avec les représentants de la Commission canadienne du lait. Mais la chose leur est impossible maintenant, car on a mis la clé à double tour dans la boîte.

Par conséquent, les agriculteurs réclament la réouverture des négociations avec le gouvernement central, afin d'élaborer une politique laitière juste et équitable. Voici d'ailleurs le texte d'un télégramme de la Fédération des Producteurs de Lait industriel:

La Fédération des Producteurs de Lait industriel du Québec, réunie en assemblée générale à Québec les 22 et 23 avril 1970, conteste publiquement la politique laitière du gouvernement fédéral—Demande votre intervention pour suspension immédiate de cette politique qui pénalise injustement les producteurs de lait du Québec.—Ces producteurs, qui viennent de voter l'acceptation du contingentement de leur production demandent de nouvelles négociations pour établir une politique laitière juste et équitable, tenant compte de cette nouvelle situation.

Il s'agit des agriculteurs de la région du Saguenay-Lac Saint-Jean. Il ne faut pas oublier que ceux du Bas du fleuve et de Nicolet font la même demande et s'opposent à la politique du gouvernement. Je n'aurai pas le temps de lire tout l'article, mais je dirai que non seulement les agriculteurs de la région du Saguenay-Lac Saint-Jean, mais ceux de toute la province de Québec sont mécontents.

Quand les députés de l'Ouest prennent la parole à la Chambre, c'est pour parler du blé. Cela est naturel, car c'est la principale production de l'Ouest.

Quant à nous du Québec, notre principale production, c'est le lait. Malheureusement, les députés du Québec, quand on parle de notre production à la Chambre, restent assis ou se lèvent pour essayer de défendre une politique laitière indéfendable.

Monsieur l'Orateur, il est temps que ces farces cessent. Il ne faut plus rester cois, mais démontrer que nous représentons une région qui a besoin d'être défendue. C'est pour cette raison que je prends la parole cet après-midi, afin de signaler encore une fois au gouvernement l'injustice qui existe dans l'Est, principalement dans la province de Québec.

Le ministre disait cet après-midi que le gouvernement octroyait environ 140 millions de dollars afin de venir en aide à la production laitière. Je voudrais bien que le ministre soit à la Chambre, car je lui demanderais de nous dire combien d'argent il soutire aux agriculteurs, grâce à l'imposition d'une pénalité de \$1.25 les 100 livres de lait.

● (4.50 p.m.)

On donne d'une main et l'on retire de l'autre. Ensuite, on dit qu'on donne. Pourquoi?

Parce que les agriculteurs ne peuvent pas empêcher leurs vaches de donner du lait. En effet, ces vaches-là ne sont pas habituées aux règlements. Elles donnent du lait quand même et, à cause de cela, on «pénalise» les agriculteurs de \$1.25 les 100 livres. Quand on leur vient en aide, on leur donne 26c. les 100 livres. Le maximum est de 56c.

Cependant, on les «pénalise», on y va largement, en exigeant \$1.25 les 100 livres. C'est très ridicule! Je suis certain que si l'on avait imposé aux producteurs de blé de l'Ouest \$1.25 les 100 livres de blé produits en trop, ils seraient à Ottawa avec des fusils.

On paie les agriculteurs de l'Ouest pour ne pas produire. Je ne les envie pas. J'estime qu'on devrait leur donner plus d'argent et je demande encore une fois au ministre de penser sincèrement à cette injustice, dans son for intérieur. On paie pour orienter la production dans une autre direction, ce qui est très bien.

L'Ouest reçoit beaucoup en proportion de sa population. Au fait, les trois provinces des Prairies comptent à peu près trois millions d'habitants. Elles profitent de la loi d'assistance à la mise en marché des céréales, qui rapporte considérablement, plus une autre somme de 40 millions qu'ils avaient reçue avant de bénéficier des derniers 100 millions que le gouvernement leur a accordés. Quand même ils recevraient 300 millions, nous en serions heureux.

Mais la population de six millions du Québec devrait au moins bénéficier d'un tiers ou de 50 p. 100 de l'aide accordée par le gouvernement. Loin de là, on lui retire, au contraire, 100 millions. On la «pénalise» au lieu de lui aider.

Si l'on payait les producteurs de lait, ils seraient disposés à travailler pour réorienter leur production, bien que le gouvernement leur ait fait commettre la bêtise de s'endetter pour 10 ou 15 ans, en mécanisant leurs équipements, alors qu'aujourd'hui ils doivent tout laisser tomber.

Ils ne sont plus en mesure d'acquitter leurs dettes et le gouvernement, qui est en arrière, «pompe sa piastre» à \$1.25, pompe à l'origine de la paye. Il ne perdra pas son \$1.25.

Voilà ce qui explique les excédents, et nos cultivateurs veulent faire quelque chose pour essayer de normaliser leur production. Le gouvernement devrait les aider et non pas les «étouffer». Qu'il les paie pour qu'ils essaient de se réorienter plutôt que de leur imposer de nouvelles charges.

Ce qui importe, c'est que tous les députés comprennent cette situation intolérable. On dit: Les cultivateurs du Québec font des démonstrations et crient dans les rues. Il n'est pas étonnant qu'ils se livrent à de telles mani-